

74ème Assemblée générale des Nations unies
Conférence de presse de Jean-Yves Le Drian, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères
New York, 22 septembre 2019

Mesdames et Messieurs,

Demain, la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies va s'ouvrir dans un contexte d'instabilité internationale. C'est dans ces heures de tension aiguë que nous mesurons la valeur de cette enceinte, l'opportunité qu'elle offre de dialoguer, l'opportunité qu'elle offre de désamorcer, en dernier ressort, les engrenages dangereux. Nous abordons cette semaine de haut niveau avec les convictions qui sont au fondement de notre action internationale : une confiance résolue dans le multilatéralisme et la détermination à agir pour faire baisser les tensions et rechercher des solutions négociées aux crises.

Mais les objectifs de cette semaine de haut niveau ne se résument pas au temps court de l'actualité. Un mois exactement après le Sommet de Biarritz, nous voulons pousser plus loin les engagements concrets pris par le G7 pour l'avenir de notre planète, et pour les générations à venir. Dans un monde en état d'urgence climatique, en proie à la violence et aux inégalités, un monde bouleversé par la révolution numérique, l'objectif de notre mobilisation – de la mobilisation du Président de la République – sera aussi de mettre les moyens des Nations unies au service des solutions de demain.

Le climat est la priorité absolue de notre action, et celle du déplacement du Président de la République à New York.

La situation est grave. Les voyants sont au rouge. Comme nous le disent les derniers rapports du GIEC, à la fois sur les sols et sur les océans. Mais le GIEC nous dit aussi que il n'est pas trop tard pour un sursaut. La société civile, les jeunes en particulier comme cela a été le cas vendredi dernier, nous poussent à agir plus et à agir plus vite. Nous entendons ce message. Nous avons pour cela besoin d'une mobilisation plus forte et au plus haut niveau. Le Sommet sur l'action climatique qui se tiendra demain, à l'initiative du Secrétaire général, témoigne de cette prise de conscience collective. Il s'intègre dans une séquence forte sur les questions climatiques, entre le Sommet du G7 de Biarritz, qui a pris nombreuses initiatives, y compris la mise en œuvre de coalitions sur le transport maritime, sur la climatisation, sur le textile, entre le Sommet G7 de Biarritz et la COP25 de Santiago début décembre, en passant par la reconstitution du Fonds vert fin octobre à Paris.

La priorité, l'urgence, c'est de mettre en œuvre l'Accord de Paris pour pouvoir contenir la hausse de température à 2 degrés, voire si possible à 1,5. Et pour cela il y a le processus indispensable des COP. Le Président Macron participera demain à une réunion pour travailler au succès de la COP25 avec plusieurs chefs d'Etat, dont le Président Piñera, qui accueillera la COP25, la Chancelière Merkel, ou le chef du gouvernement italien M. Conte. Cette rencontre sera un jalon important et permettra aussi d'entrevoir les perspectives de la COP26 de Glasgow, date prévue pour le rehaussement des NDC [Contributions déterminées au niveau national] de la part des Etats parties à l'Accord de Paris.

Il y a aussi urgence au plan financier. Nous devons remplir l'objectif en 2020 de pourvoir 100 milliards de dollars par an aux pays du Sud pour financer la lutte contre le changement climatique. Cet objectif est en voie d'être atteint puisque l'OCDE nous dit dans un rapport

très récent que nous sommes en avance sur les temps de passage et que nous avons déjà atteint 71 milliards en 2017. Il y a cet enjeu-là qui est en bonne voie, mais il y a aussi l'enjeu de la reconstitution du Fonds vert ; la France a décidé de doubler sa contribution par rapport au précédent Fonds, avec 1,7 milliards de dollars.

Il est enfin nécessaire de faire évoluer nos pratiques économiques et financières pour que l'ensemble des acteurs intègrent les risques climatiques dans leurs investissements et que la finance privée soit davantage drainée vers des actions contribuant à la lutte contre le changement climatique.

Le Président Macron, à qui le Secrétaire général des Nations unies a donné une mission sur cette question avec la Jamaïque et le Qatar, présentera des propositions demain.

Il y a enfin la mobilisation diplomatique. La position américaine est connue, mais les lignes ont commencé à bouger avec les autres acteurs et nous avons convaincu la Russie de lancer la ratification des Accords de Paris.

Et en dernier lieu, le lien avec la biodiversité, et c'est une priorité très forte. Elle sera au cœur de notre action l'an prochain avec le Congrès mondial de l'union internationale pour la conservation de la nature à Marseille en juin 2020, puis la COP biodiversité à Pékin en octobre, tout cela doit nous permettre d'aller plus loin.

En matière de climat, le rôle de la forêt amazonienne et des forêts tropicales de la planète est primordial pour la régulation climatique de notre planète et la sauvegarde de la biodiversité. Et son avenir nous concerne tous. Il nous faut désormais, dans le respect de la souveraineté de chacun, conjuguer nos efforts, pays de la région amazonienne et bailleurs de fonds, pour trouver ensemble de nouvelles voies en faveur d'un développement économique respectueux de cet espace unique. C'est pourquoi, avec le Chili et la Colombie, la France proposera le lancement d'une Initiative pour la préservation des forêts tropicales, permettant de rassembler l'ensemble des acteurs concernés, notamment les Etats de la région amazonienne et différents acteurs de la société civile.

La seconde priorité du déplacement du Président de la République, c'est la santé mondiale. La mobilisation que nous avons su impulser avec nos partenaires a permis de faire reculer les grandes pandémies : depuis 2002, le Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose a contribué à sauver plus de 32 millions de vies. Cependant, le risque d'un retour en arrière est aujourd'hui réel. La résurgence des épidémies et les résistances aux traitements et aux insecticides menacent les progrès accomplis. L'équation est simple : si nous voulons nous donner les moyens de sauver 16 millions de vies supplémentaires et d'éliminer le sida, la tuberculose et le paludisme d'ici 2030, comme le prévoient les ODD, nous devons réussir à réunir au moins 14 milliards de dollars. Et la France mettra à profit cette semaine pour continuer à mobiliser nos partenaires, en vue de la conférence de reconstitution du Fonds, qui se tiendra à Lyon, les 9-10 octobre prochains.

Le troisième défi global qui nous préoccupe, c'est le numérique. Les ennemis de la démocratie ont rapidement trouvé comment utiliser les nouvelles technologies de l'information à leurs propres fins. Les menaces sont de plus en plus nombreuses et mettent en péril nos institutions, et parfois notre souveraineté. C'est pourquoi la France défend un ordre international du cyberspace fondé sur le droit international, afin que l'espace numérique demeure un espace de liberté, d'échange et de croissance.

La France et la Nouvelle-Zélande ont lancé en mai dernier l'Appel de Christchurch qui entend lutter contre la diffusion de contenus terroristes et violents en ligne, privilégiant la transparence, l'ouverture et la collaboration avec les plateformes et la société civile. Cette initiative s'inscrit dans la lignée des efforts engagés par la France au sein de l'Union européenne, s'inscrit dans la lignée des initiatives engagées au sein de l'OCDE, du G7, du G20, et évidemment des Nations unies. L'objectif de la réunion qui se tiendra demain est clair : lutter contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes dans le respect des droits de l'Homme, des libertés fondamentales et des principes d'un Internet libre, ouvert et sûr.

Nous devons faire du numérique un outil de promotion de la démocratie : pour accroître la transparence, pour enrichir l'accès à l'éducation, à la connaissance, à la culture. C'est dans ce cadre que nous avons pris l'initiative, avec Reporters sans frontières, d'un nouveau partenariat – le Partenariat pour l'information et la démocratie, qui repose sur la coopération des Etats, des géants du numérique et des professionnels des médias, et qui repose aussi sur la société civile. Il sera endossé par 18 Etats partenaires dans quelques jours. Son objectif est de garantir l'accès de chacun à une information indépendante, plurielle et fiable, à l'heure de la prolifération des manipulations de l'information.

Mesdames et Messieurs,

La France s'impliquera également dans de nombreuses séquences de travail consacrées au traitement des crises. En plus des réunions auxquelles je participerai et des entretiens bilatéraux que j'aurai avec mes homologues, je présiderai mardi soir une réunion des Ministres des Affaires étrangères du G7 et, jeudi, j'aurai l'occasion d'échanger avec les Ministres des Affaires étrangères du G5 et le Secrétaire général, M. Guterres.

Permettez-moi de vous rappeler, sur chacun des dossiers qui seront abordés cette semaine, nos priorités et nos attentes.

En commençant par la crise du Golfe qui est au cœur de l'actualité. Face à la montée des tensions au Moyen-Orient, nos objectifs sont constants : faire en sorte que l'Iran ne puisse jamais se doter de l'arme nucléaire, mais aussi, en même temps, préserver la paix et la stabilité dans la région. Les attaques conduites contre l'Arabie saoudite le 14 septembre constituent un tournant, par leur ampleur, par leurs conséquences. Nous continuons d'en analyser les causes sur la base du travail des experts français dépêchés sur place. Toute la lumière doit être faite car, je l'ai dit cette semaine, la revendication de cette attaque par les Houthis nous paraît peu crédible.

Dans ce contexte très grave, l'Assemblée générale des Nations unies doit être l'occasion de poser des actes politiques en réponse à cette situation de crise. D'abord, la solidarité avec notre partenaire saoudien qui a subi un acte grave, et nous aurons cette semaine des consultations avec nos partenaires du Golfe. Et deuxièmement, la recherche de paramètres d'une désescalade qui passe à la fois par une réponse politique ferme à ces attaques, et par le dialogue sur la sécurité régionale, et évidemment en premier lieu sur la question des missiles dont je vous rappelle que nous avons fait une priorité de notre action diplomatique depuis 2017 – je rappelle le discours prononcé ici par le Président Macron à l'Assemblée générale des Nations unies de septembre 2017. Mais rien de tout ceci ne saurait être atteint sans la préservation de l'Accord de Vienne dans lequel nous attendons de l'Iran qu'il revienne en pleine conformité car l'affaiblissement de cet Accord ne ferait qu'accentuer les risques de conflictualité liés à la question du nucléaire iranien. Nous aurons, sur tous ces sujets, le

Président de la République lui-même, des échanges avec l'Allemagne, le Royaume-Uni, car l'unité du groupe E3 est un atout majeur de l'Europe pour peser de manière autonome sur ce dossier qui engage ses intérêts.

S'agissant de la Libye, nous savons tous que la voie des armes est une impasse. La trêve observée lors de l'Aïd, à laquelle la France a activement contribué en soutien des Nations unies, montre qu'un chemin vers la paix existe. Ce chemin passe par un cessez-le-feu et un retour au processus politique. Je tiens à saluer les efforts entrepris en ce sens par le Secrétaire général des Nations unies et par son Représentant spécial. Lors du Sommet de Biarritz, le G7 a exprimé un soutien clair à la tenue d'une conférence internationale inclusive, qui sera suivie d'une conférence inter-libyenne associant l'Union africaine. Les grands principes d'une solution politique on les connaît, ils ont été posés déjà à Paris, à Palerme, à Abu Dhabi, lors de réunions antérieures. Il faut repartir de là pour aller vers une solution politique durable. C'est nécessaire pour les Libyens, c'est nécessaire pour la stabilité de l'Afrique du Nord et du Sahel, mais c'est aussi nécessaire pour la sécurité de l'Europe. Et c'est également indispensable pour mettre un terme à la situation des migrants en Libye qui n'est plus acceptable. Mais pour cela, la première condition est l'unité de la communauté internationale, et en particulier l'unité des acteurs régionaux. Nous en parlerons jeudi, en présence du Secrétaire général des Nations unies, à l'occasion d'une réunion que je présiderai aux côtés de mon homologue italien, et à laquelle nous avons souhaité associer les acteurs régionaux les plus influents, c'est-à-dire le P5 – les membres permanents du Conseil de sécurité – plus l'Allemagne, l'Italie, les Emirats arabes unis, l'Égypte et la Turquie, et les organisations régionales que sont l'Union européenne, l'Union africaine, et la Ligue arabe.

La Syrie figure aussi parmi nos priorités. Sur le terrain, la lutte contre le terrorisme demeure notre premier objectif, car Daech reste une menace, pour le Moyen-Orient, pour l'Europe, pour notre sécurité nationale. Après la défaite territoriale de Daech, l'enjeu est d'éradiquer les réseaux terroristes, dont les attentats se renouvellent en Syrie et en Irak, et d'agir pour éliminer les facteurs qui ont permis à Daech de s'implanter. L'enjeu, c'est aussi de faire en sorte que les crimes de Daech ne restent pas impunis : c'est l'objectif de la réunion organisée par l'Irak et les Pays-Bas jeudi, à laquelle je participerai. Nous sommes particulièrement attentifs à la situation dans le Nord-ouest du pays, où le régime et ses alliés s'entêtent dans une opération militaire aveugle, dont les premières victimes sont les civils, et dont le risque est la dispersion des éléments terroristes présents à Idlib. Le cadre pour sortir de la crise nous le connaissons. Il a été fixé par la résolution 2254 du Conseil de sécurité. Sur cette base, et au-delà de la première étape que constitue la formation du Comité constitutionnel, nous devons construire un processus politique global et inclusif et nous nous tenons pour cela aux côtés du Secrétaire général des Nations unies et de son Envoyé spécial.

Au Sahel, nous poursuivons notre effort politique de développement et de sécurité. Lors du G7 de Biarritz, le Président de la République, la Chancelière Merkel et le Président Kaboré ont proposé de lancer un nouveau Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel. L'objectif de cette initiative est d'une part d'élargir le périmètre des soutiens de la communauté internationale à tous les acteurs régionaux, du golfe de Guinée au bassin du lac Tchad, en s'appuyant sur la Force conjointe du G5 Sahel qui garde toute sa pertinence. L'objectif c'est aussi d'élargir davantage le soutien aux forces de sécurité intérieure afin de mieux lutter contre les trafics et la criminalité qui alimentent les conflits. Nous apporterons plus de coordination et nous favoriserons les réformes des forces des secteurs de sécurité dans cette dynamique. Il y aura à cet égard une rencontre avant la fin de l'année, et je présenterai ce Partenariat pour la sécurité et la stabilité du Sahel mercredi, avec mon homologue allemand

Heiko Maas au cours d'un évènement organisé par le Secrétaire général M. Guterres. Et je présenterai avec mon collègue Heiko Maas le même dispositif et la même initiative le lendemain à une séance du Conseil de sécurité consacrée à ce sujet.

Enfin, j'aurai l'occasion d'aborder la crise ukrainienne avec mes homologues, alors que certains développements encourageants viennent de se produire, je pense, en particulier, à l'échange de prisonniers du 7 septembre, le plus important depuis le début du conflit. Ces avancées doivent permettre de retrouver la confiance entre les différents acteurs, en vue d'une nouvelle réunion potentielle des chefs d'Etat et de gouvernement en format Normandie. Les quatre chefs d'Etat du format Normandie en conviennent, même si c'est avec prudence : cette rencontre au plus haut niveau pourrait insuffler une dynamique nouvelle au processus de négociation et ouvrir la voie, à terme, à un règlement du conflit.

Je voudrais pour finir vous dire un mot de notre méthode. Les symptômes d'un véritable ensauvagement du monde s'accroissent et mettent en péril l'édifice multilatéral que nous avons collectivement élaboré, pour tirer les leçons des deux grandes guerres mondiales : déchaînement de la violence dans les conflits, qui font de plus en plus de victimes ; discours contestant l'universalité des principes qui régissent l'action internationale ; repli sur soi, unilatéralisme, nationalisme. Notre conviction, c'est que nous devons réagir et protéger cet édifice, consacré par les traités internationaux, patiemment construit par les forces de progrès. Cet édifice ne menace en rien la souveraineté de nos pays. Bien au contraire, il en est la garantie et nous protège collectivement de la loi du plus fort.

Je pense d'abord au droit international humanitaire qui énonce les règles élémentaires d'humanité dans la guerre et qui vise à protéger les civils. 70 ans après les Conventions de Genève, la France porte avec l'Allemagne un Appel à l'action pour les personnels humanitaires, pour que ceux qui apportent aux civils les premiers secours, les premiers soins dans les zones de guerre ne soient plus pris pour cibles. 26 Etats l'ont déjà rejointe.

Face aux crises qui traversent le monde contemporain, un multilatéralisme efficace, fondé sur le droit, sur le respect des règles communes, constitue le meilleur gage de règlement des conflits et des défis auxquels nous sommes tous confrontés. Le multilatéralisme, c'est tout à la fois une méthode et un objectif : une méthode, car il repose sur l'idée que le dialogue apaisé de nations responsables et engagées est la meilleure chance du succès ; un objectif, car nous partageons la conviction qu'un monde régi par le multilatéralisme est plus respectueux de la souveraineté des Etats et plus à même de créer les conditions de la paix et du développement. En un mot – le multilatéralisme, c'est un humanisme.

Rappeler ces orientations, qui plus est ici à l'ONU – clé de voute du système multilatéral – n'est plus aujourd'hui ni une banalité, ni une évidence. Face au doute, face au cynisme, face aux remises en question, face aussi aux difficultés auxquelles peuvent être confrontées les organisations internationales, il est nécessaire de réaffirmer notre engagement dans le multilatéralisme.

Croire au multilatéralisme, ce n'est pas seulement répéter un mantra, c'est aussi agir : et pour compenser les engagements insuffisants par rapport à nos besoins globaux, c'est agir aussi pour réformer et moderniser les organisations existantes, et c'est agir pour mener des initiatives fortes là où le besoin s'en fait sentir, et en particulier là où la gouvernance est absente ou inexistante.

C'est pourquoi la France, l'Allemagne, le Japon, le Canada, rejoints depuis par le Chili, le Mexique, Singapour, et le Ghana et d'autres, ont été à l'initiative de la création d'une « Alliance pour le multilatéralisme », pour donner une voix à l'immense majorité des Etats qui croient en l'efficacité de la coopération internationale. Plus de 50 ministres de toutes les régions du monde ont déjà confirmé leur présence à cette initiative qui aura lieu pendant la semaine qui vient. J'invite donc tous les partenaires de bonne volonté – Etats, acteurs de la société civile, organisations internationales - à participer à cette réunion de haut niveau qui se tiendra pendant cette semaine.

Car je crois au fond que la meilleure réponse que nous pouvons adresser aux discours destructeurs de ceux qui remettent en cause l'ordre international, c'est de porter un projet d'humanisme au XXIème siècle, de porter un agenda positif pour le multilatéralisme au service des principes universels qui sont l'essence même des Nations unies où nous allons nous trouver pendant une semaine. Merci de votre attention.

Questions/Réponses :

Q : Valérie Leroux de l'Agence France Presse – Ma première question concerne les attaques que vous avez évoquées contre les installations pétrolières saoudiennes, en quoi ces attaques ont-elles compromis sinon ruiné les efforts français pour sauver l'accord nucléaire et rapprocher les Etats-Unis et l'Iran ? Peut-on d'ores et déjà conclure qu'il n'y aura pas de rencontre entre les présidents Trump et Rohani à New York ? Et le troisième point, vous évoquez une réponse politique ferme après ces attaques, quelle forme peut prendre cette réponse politique ferme ?

R- D'abord je constate qu'au moment de Biarritz il y a eu des possibilités d'échanges et de conversations pour aboutir à un résultat positif dont la logique était le retour de l'Iran dans l'accord de Vienne, dans le JCPOA, le renoncement donc à de nouvelles mesures, quelques facilités financières pour permettre au dialogue de se poursuivre, et le fait que des négociations s'entament à la fois sur le nucléaire post-2025 et la sécurité régionale dans son ensemble. Les voies du dialogue étaient là. Aujourd'hui, les paramètres de négociations se sont réduits, l'espace s'est rétréci, puisque l'Iran a mis en œuvre une troisième série de mesures en violation du JCPOA, puis il y a l'échéance du 6 novembre avec éventuellement une quatrième hypothèse. L'enjeu des discussions qui pourront avoir lieu pendant cette semaine c'est de savoir si nous pouvons reprendre ce processus de désescalade qui a été initié et qui a été perceptible. Donc c'est possible. Et parallèlement à cela il y a eu des attaques contre l'Arabie saoudite qui rend la situation de tensions dans le Golfe encore plus grave. A cet égard, je ne fais que constater ce qui est dit, l'enquête est en cours, il faut bien identifier ce qu'il s'est passé, assurer nos solidarités avec l'Arabie saoudite, constater qu'elle prend la bonne initiative que de demander une enquête internationale ; nous-mêmes, nous nous sommes engagés à une enquête spécifique avec l'accord des autorités saoudiennes pour identifier ce qui s'est passé, rendre public ce qui s'est passé ; et à ce moment-là qu'il y ait les explications nécessaires. Mais c'est vrai que ce contexte rend aujourd'hui plus restreint l'espace que j'évoquais en commençant ma réponse.

Les rencontres entre le Président Trump et le président Rohani, je pense que ce n'est pas le sujet numéro 1 ; le sujet numéro 1 c'est est-ce qu'on peut rendre un itinéraire de désescalade, avec les différents acteurs, et c'est ce message qui va être transmis aux intéressés, que le président de la République et moi-même aurons l'occasion de rencontrer dans les jours qui viennent.

Q : James Bays from Al Jazeera English – Mr Minister, a follow-up question from what we were just talking about. It is now one week since those attacks on the oil installations in Saudi Arabia, I know you still have your experts carrying out their work, but certainly the US and Saudi Arabia have come to a conclusion, they say : Iran was responsible. What is your primarily assessment of this ? What is France’s view of Iran’s involvement ? And on the current crisis, what is at stake and how dangerous is this moment for the world ?

R- Oui, cet instant est dangereux pour le monde. Oui, la situation est grave. Elle est grave du fait de l’ampleur des frappes, du fait de la cible des frappes, du fait qu’il s’agit d’une remise en cause de la souveraineté d’un Etat, et grave aussi parce que ces frappes interviennent à un moment où on sentait qu’il pouvait y avoir un espace de discussions. Tout cela fait une accumulation. Oui la situation est grave mais dans une telle situation il faut s’assurer de la réalité des faits. Et nous, la France souhaitons qu’il y ait une documentation très précise de ce qui s’est passé, des origines, des constats qui sont faits par les experts, pour que chacun sache à quoi s’en tenir, au-delà même du déclaratif. Il faut des vérifications. L’Arabie saoudite a eu la bonne initiative de solliciter les Nations unies pour valider une expertise dont on n’a pas encore les résultats et, pour ma part, j’attends d’avoir ces clarifications pour juger de l’ampleur de l’événement.

Q : Christian Chesnot de Radio France - Bonjour Monsieur le Ministre, Radio France, j’ai une question sur le Brésil, les relations entre la France et le Brésil sont très mauvaises en ce moment, le Brésil ne va pas participer demain à la grande réunion sur l’Amazonie qui est chère au Président Macron, est-ce que cette semaine va quand même être le théâtre pas d’une réconciliation mais un début de rapprochement, parce que c’est quand même un allié traditionnel de la France, est-ce que vous vous allez rencontrer votre homologue, est-ce qu’il peut être fait quelque chose pour raccommoder la France et le Brésil ?

R- Le Brésil est un grand pays, vous l’avez dit, qui a une longue histoire de partenariat avec la France. Je m’y suis rendu au mois de juillet, j’y ai rencontré beaucoup d’interlocuteurs, à la fois des gouverneurs, j’ai eu une réunion de 3h avec mon collègue Araújo à Brasilia. Nous avons même convenu à l’époque d’essayer d’avancer ensemble sur la partie liée à l’environnement, c’était déjà au moment des difficultés sur la forêt amazonienne. Il y a donc tous les éléments d’un bon partenariat. Puis il y a quelques incompréhensions. Nous espérons que ces incompréhensions vont se lever, d’autant plus que l’enjeu de la forêt tropicale, que ce soit la forêt amazonienne, que ce soit d’autres forêts en Afrique ou ailleurs, est suffisamment important pour que nous puissions rassembler nos efforts, dans le respect des souverainetés de chaque Etat, c’est ce que nous allons faire dans la réunion qui est organisée demain matin.

Q : Valeria Robecco for ANSA – Thank you Mr. Minister. According to the French plan on Libya, will General Haftar have a role in tomorrow’s Libya ? And if so, which role, given also the fact that during the war he was guilty of criminal acts ? And on this topic, is there an agreement with Italy ? Thank you.

R - Nous sommes totalement en phase avec l’Italie, puisque c’est avec mon collègue italien que je vais co-présider la réunion, à laquelle j’ai fait référence il y a un instant, cette réunion va se tenir au niveau des ministres, elle est importante puisqu’il y a à la fois les représentants des Etats membres du Conseil de sécurité à titre permanent, plus les voisins, plus les organisations internationales. Le but c’est d’embrayer sur un processus politique. Notre conviction : il n’y aura pas de solution militaire en Libye. Ceux qui le pensent se trompent et risquent d’entraîner ce pays dans une dérive dramatique. Il faut arrêter cette spirale, cette

réunion qui va se tenir ici, sera, je l'espère, le premier pas vers un processus qui aboutira à une conférence internationale. Le Maréchal Haftar, ce n'est pas moi qui vais dire son rôle ! Ce sont les Libyens puisque le processus prévoit une étape électorale, avec une attente des Libyens sur cette étape électorale qui est manifeste puisqu'ils ont été très nombreux déjà à s'inscrire sur les listes électorales, et c'est ce processus-là qui décidera du rôle de chacun. Mais il faut auparavant qui est cessez-le-feu, qu'on embraye dans le processus politique, et qu'il y ait une réunion inter-libyenne qui puisse élaborer les détails de ce processus, en particulier des élections présidentielles et législatives, et les réformes éventuelles de la constitution.

Q : Raghida Dergham from The National – Mr. Minister, please can you explain when do you expect the investigation on that attacks on Saudi Arabia facilities, when do you expect that investigation to end ? And what difference does it make if those attacks came from Teheran itself or by Iran through the Houthis, and finally, you have been working on a mechanism for the financial arrangement between the EU and Iran, now with the increase of financial sanctions by the Trump administration, how impossible are your efforts to ease up the Iran oil sales, it is their main request, if you don't have that in your efforts, how do you expect to convince the Iranians to cooperate ? So basically, when is the investigation ? Does it make a difference whether it is Houthis or Iran if Iran is behind it, and how about the financial aspect of sanctions, and Iran's request that should be eased ? Thank you.

Je crois avoir déjà un peu répondu à vos observations : la date de la fin de l'expertise elle est à l'initiative de l'Arabie saoudite. Puisqu'il y a en ce moment des actions en cours, c'est à la fin de ces vérifications qu'on aura les éléments. Ce que nous souhaitons, c'est que ces événements-là, ces actions-là soient documentées le plus clairement possible, c'est l'intérêt de tout le monde. Ensuite, évidemment, la communauté internationale sera en droit de demander des explications. Avant de demander des explications, il faut savoir qui a agi et pourquoi. Je suis sur cette prudence-là pour l'instant. Concernant les discussions que nous avons commencé à avoir avec les autorités iraniennes, y compris sur des arrangements financiers potentiels sous réserve que du côté iranien les autres engagements que j'ai indiqués tout à l'heure étaient tenus, cette procédure de désescalade elle est toujours sur la table, mais il faut que les actes soient posés et que la partie iranienne en particulier dise ce qu'elle veut faire dans cet environnement-là.

[...]

Merci beaucoup, bonne continuation, bonne semaine qui sera assez chargée./.